



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

La Grèce, criblée de dettes, a pris les rênes du Conseil de l'UE le 1^{er} janvier. Athènes souhaite une présidence économe et a concocté un budget d'austérité. A son menu le traité transatlantique et le renforcement de la zone euro via l'achèvement de l'union bancaire, entre autres.

2013. Malgré d'importantes turbulences dans la zone euro, cette année encore, **citoyens et politiques ont fait mentir les Cassandre**: "Les eurosceptiques qui avaient prévu une sortie de la Grèce de la zone euro et la déconfiture de l'union monétaire se sont fourvoyés. Les pessimistes se sont aussi trompés minimisant la volonté des décideurs politiques de maintenir l'euro. La disposition de la BCE à racheter les emprunts d'économies hautement endettées ont empêché une contagion des marchés financiers. Si la croissance reste faible, les économies endettées de la zone euro se sont avérées plus solides que prévu.

2014. Tous les dirigeants européens seront renouvelés cette année.

Quelque 400 millions de citoyens éliront 751 députés au Parlement européen. Ce sera le coup d'envoi d'un grand marchandage à 28 pour répartir les différents postes de conduite de l'Europe. **Les enjeux de ce mercato institutionnel concernent tous les pays membres**, et le poste de président de la Commission sera déterminant.

Sept ans après l'entrée de leurs pays dans l'Union européenne, **Roumains et Bulgares peuvent travailler librement dans l'ensemble des Etats membres**, à compter du mercredi 1er janvier, au nom de la libre circulation des personnes. D'où l'agitation, surtout en Grande-Bretagne et en Allemagne, où une partie de la presse et des hommes politiques brandit la menace d'une « invasion ». **La liberté de circulation est-elle en péril en Europe ?**

JPV

INSTITUTIONS

La direction de l'Europe va être renouvelée cette année

Cette année, la « machine » bruxelloise doit préparer le renouvellement de l'ensemble de ses dirigeants. Du 22 au 25 mai se tiennent les élections

26.02.2014

européennes, au cours desquelles quelque 400 millions de citoyens éliront **751 députés au Parlement européen**. Ce sera le coup d'envoi d'un grand marchandage à 28 pour désigner le remplaçant à la tête de la Commission européenne du président, **José Manuel Barroso**, puis **les 27 autres nouveaux commissaires**, dont **le haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères**, qui succédera à Catherine Ashton. En outre, le président du Conseil européen, **Herman Van Rompuy**, **achèvera son second et dernier mandat au 30 novembre 2014**, date à laquelle arrive en théorie à échéance le mandat de tous les commissaires.

Pour en savoir plus En théorie, pendant que le Parlement élira son nouveau président, les Vingt-Huit devront choisir le successeur de José Manuel Barroso fin juin, soumettre leur choix au vote du nouveau Parlement européen en juillet. Puis, s'il obtient la majorité, ce nouveau président devra constituer sa Commission pendant l'été, chaque commissaire devant ensuite obtenir le feu vert de la majorité des eurodéputés, à la suite d'auditions et de votes qui se dérouleront jusqu'à la fin octobre.

Roumains et Bulgares sont libres de travailler partout dans l'UE

Sept ans après l'entrée de leurs pays dans l'Union européenne, Roumains et Bulgares peuvent travailler librement dans l'ensemble des Etats membres, à compter du mercredi 1er janvier, au nom de la libre circulation des personnes. En 2007, la plupart des Etats leur avaient imposé de réclamer un permis de travail pour occuper un métier, contrairement aux autres ressortissants de l'Union.

Une révolution ? Pas tout à fait. Car 17 Etats membres avaient déjà levé ces restrictions.

Une étape qui suscite des polémiques en Grande-Bretagne et en Allemagne, mais qui est accueillie dans l'indifférence à Bucarest et Sofia.

Présidence du Conseil européen

Une Grèce fragilisée prend la tête de l'UE

C'est avec "un sens aigu de ses responsabilités envers ses partenaires européens et tous les citoyens européens" que la Grèce a pris aux premières heures de 2014 la présidence tournante du Conseil de l'UE, a assuré dans un communiqué le ministre grec des Affaires étrangères, Evangelos Venizelos.

"Les six prochains mois seront une étape importante non seulement pour la Grèce, au sortir d'une crise endurée par le peuple grec à travers de lourds sacrifices, mais aussi pour l'Union dans son ensemble dans la perspective des élections européennes du mois de mai", a rappelé le chef des socialistes du Pasok, partenaire de coalition du gouvernement conservateur d'Antonis Samaras.

La présidence lituanienne du Conseil de l'UE deux fois plus productive que les autres

Une présidence marathon :

La présidence a dû faire face à la fin d'un mandat politique et institutionnel. Elle a mené les négociations sur le budget européen de long terme qui nécessitait l'adoption de 74 articles législatifs.

« **L'Europe n'est pas un cadeau, mais une responsabilité. Être européen est une responsabilité.** La responsabilité de mener les réformes qui sont bénéfiques pour votre pays. Il s'agit d'une responsabilité fiscale et sociale ! estime Dalia Grybauskaitė, européenne enthousiaste et convaincue au sortir de six mois d'une présidence intense. Mais marquée par les risques du projet européen. Selon elle, il serait temps d'arrêter de croire que la paix, la prospérité et la sécurité européennes sont définitivement acquises.

COMMISSION/CONSEILS

La Commission européenne se refuse à commémorer la Grande Guerre

Les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale risquent de réveiller les fantômes du nationalisme. Les Européens ont des interprétations très différentes du conflit, ce qui a incité la Commission à ne rien organiser de son côté. **La Grande-Bretagne et la France**, alliées à la Russie ont déjà organisé des centaines d'évènements commémoratifs et médiatiques pour célébrer la victoire de leur Nation

A Berlin

L'Allemagne ne voit pas les choses de la même façon. Les célébrations y sont plutôt **des occasions de promouvoir l'intégration européenne et d'arriver à faire un travail de mémoire commun.** Elle est prédisposée à apaiser les sentiments nationaux en coopération avec ses anciens partenaires de la Triple-Alliance : l'Autriche et la Hongrie, dont l'empire s'est effondré à la fin du conflit, ainsi que l'Italie qui avait changé de camp entre le début et la fin de la guerre.

Lors de son message de nouvelle année, **Angela Merkel, la chancelière allemande, est revenue sur le passé.** Elle a déclaré que 2014 constituait à la fois le 100^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale, le 75^e de la Deuxième Guerre mondiale et le 25^e de la chute du Mur de Berlin.

PARLEMENT

Les nouvelles lois qui entrent en vigueur en 2014 et concernent votre quotidien

Différentes règles pour protéger les consommateurs, la propriété intellectuelle et l'environnement entreront en vigueur en 2014. La protection des brevets de l'Union européenne et les règles sur le mercure et les déchets électriques font partie des changements qui auront une influence sur le quotidien des Européens. Durant l'année, des règles au sujet de l'union bancaire et de la libre circulation des travailleurs seront aussi adoptées.

Les droits de la propriété intellectuelle seront renforcés avec une liste plus large d'infractions pouvant être contrôlées par les douanes à la frontière. De nouvelles règles au sujet de la compétence des tribunaux et de la reconnaissance des jugements seront appliquées dès janvier par plusieurs États membres.

Le programme d'aide et de bénévolat européen quittera sa phase pilote et permettra de créer des opportunités pour environ 10 000 volontaires dans les opérations humanitaires durant les sept prochaines années.

Erasmus+, la nouvelle version du programme d'échange d'étudiants offrira à plus de quatre millions de jeunes européens la possibilité d'étudier ou de faire un stage à l'étranger grâce à son budget de plus de 14 milliards d'euros pour 2014-2020.

Des règles pour des sèche-linge plus verts et assurer une meilleure gestion des déchets électriques et électroniques entreront en vigueur en novembre et en février.

Avril mettra fin aux anciens thermomètres à mercure et autres appareils de mesures, avec l'extension du champ d'application du règlement sur l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et les restrictions des substances chimiques (REACH).

Les règles relatives à l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires obligeront, entre autres, **l'indication d'informations nutritionnelles sur les aliments transformés**, l'étiquetage d'origine pour les viandes crues et la mise en évidence de la présence d'allergènes tels que le lait dans la liste des ingrédients.

D'autres règles sont en cours d'adoption pour 2014 et devraient entrer en vigueur cette année parmi lesquelles : le mécanisme de résolution unique établissant des procédures de gestion des établissements de crédit et d'investissement en faillite, le système de garantie des dépôts et la réglementation pour faciliter la libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne.

L'adoption finale des nouvelles règles sur le tabac et la protection des données est également en attente

ETATS

Allemagne

Tensions dans la coalition sur les travailleurs roumains et bulgares

L'immigration crée des remous dans la toute jeune coalition gouvernementale allemande. **Le vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel** a appelé samedi à un débat objectif sur l'immigration bulgare et roumaine, tentant de calmer une polémique éclatée après l'ouverture totale du marché du travail allemand aux ressortissants de ces deux pays. **La demande de la CSU de mieux contrôler les arrivants a en effet créé les premières dissensions de la nouvelle coalition allemande.**

Standard&Poor's confirme son "AAA" avec une perspective "stable".

En outre, S&P estime que l'Allemagne a démontré sa capacité à absorber les grands chocs économiques et financiers.

26.02.2014

Une semaine de 32 heures pour les jeunes parents ? La nouvelle ministre de la famille allemande propose vendredi d'écourter la semaine de travail des parents d'enfants en bas âge. Une folie pour les conservateurs

Espagne

Une majorité de la population veut que le roi abdique

Soixante-deux pour cent des Espagnols souhaitent que le roi Juan Carlos abdique et à peine un sur deux soutient désormais la monarchie, selon un sondage publié dimanche par le journal de centre droit El Mundo, le jour du 76e anniversaire du souverain.

Grèce

Le droit d'entrée de 25 euros à l'hôpital fait polémique

Payer 25 euros pour se faire soigner à l'hôpital en Grèce, c'est la somme que doit sortir chaque malade de son portefeuille depuis le 1er janvier s'il y passe la nuit. Seuls les handicapés à plus de 80% et les personnes souffrant d'une pathologie chronique n'auront pas à payer ce droit d'admission...

Stournaras dénonce l'approche "maximaliste" de la troïka

Le ministre grec des Finances Yannis Stournaras regrette "l'approche maximaliste" de la troïka des créanciers du pays (UE-BCE-FMI) dans ses négociations avec Athènes, l'avertissant dans un entretien vendredi au Financial Times qu'il n'est pas possible d'exiger encore du pays n'importe quelle réforme.

Irlande

Retour gagnant de l'Irlande sur les marchés financiers

C'est un jour historique pour l'Irlande. Le pays est redevenu un émetteur comme les autres sur le marché de la dette. Dublin a procédé à sa première levée obligataire depuis la fin du plan d'aide européen, le 15 décembre. Préparé de longue date, ce retour a été couronné de succès. Les investisseurs se sont arraché le « papier » irlandais.

Lettonie

Elle devient le 18e pays à intégrer la zone euro

Au 1er janvier, la Lettonie a abandonné sa devise nationale, le lats, pour intégrer la zone euro. Cette ancienne république soviétique, qui abrite deux millions d'habitants, est le 18e pays à adopter la monnaie européenne commune.

Pour en savoir plus La Lettonie connaît **donc son troisième changement de devise** en un peu plus de deux décennies. Après le rouble de l'époque soviétique, le pays avait adopté le lats en 1993.

Après l'Estonie en 2011, la Lettonie est le deuxième pays balte à intégrer la zone euro. Elle rejoint également quatre anciens pays communistes de l'Europe centrale et orientale. Outre l'Estonie, la Slovénie, en 2007, et la Slovaquie, en 2009, ont déjà adopté la monnaie européenne unique.

La Lituanie, dernier des trois pays baltes à avoir conservé sa devise nationale, devrait rejoindre la zone euro en 2015.

Royaume Uni

26.02.2014

David Cameron veut limiter le nombre d'immigrants en UE

En pleine renégociation du statut du Royaume-Uni au sein de l'UE, le premier ministre britannique a mené une nouvelle attaque contre la politique migratoire européenne et les droits des travailleurs européens.

Pour en savoir plus « Nous devons revoir [les conditions] de réclamation de prestations sociales, nous devons changer les conditions de liberté de circulation des travailleurs. J'ai dit que nous voulions tenir à l'écart le Royaume-Uni du projet d'une Union européenne toujours plus intégrée. Nous ne voulons pas d'une Union toujours plus intégrée, nous voulons avoir des échanges commerciaux et mener des projets de coopération, mais pas une union toujours plus intégrée, » selon une citation de David Cameron dans *the Guardian*.

David Cameron souhaite par exemple mettre fin aux prestations sociales pour les enfants réclamés par les migrants pour leurs enfants restés à l'étranger.

République Tchèque

Une explosion coûte la vie à l'ambassadeur palestinien à Prague

L'ambassadeur de l'Autorité palestinienne à Prague, Jamal Al Jamal, est mort le jour du Nouvel An des suites d'une explosion, considérée par la police comme accidentelle, d'un système de protection placé sur un coffre-fort dans son appartement

Double citoyenneté : être Tchèque et étranger, c'est désormais possible

Depuis le passage en 2014, **la nouvelle loi sur la citoyenneté en République tchèque est entrée en vigueur**. Le texte permet notamment d'obtenir la double nationalité. Jusqu'à présent, hormis certaines exceptions, un étranger souhaitant acquérir la citoyenneté tchèque ou un Tchèque souhaitant acquérir la citoyenneté d'un autre pays devaient renoncer à leur citoyenneté d'origine. Cette condition est donc désormais supprimée.

Le président Zeman confirme qu'il nommera Bohuslav Sobotka Premier ministre dans les prochains jours

Une rencontre entre les deux hommes est prévue pour ce vendredi, au cours de laquelle Bohuslav Sobotka présentera au chef de l'Etat l'accord de coalition signé lundi par les trois partis qui formeront le prochain gouvernement.

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Les critiques fusent en France sur l'échec de l'UE en Ukraine

Après l'échec de la signature de l'accord d'association avec l'Ukraine en novembre, des critiques se font entendre en France sur la gestion des négociations menées par l'UE avec l'ancienne république soviétique.

Pour en savoir plus **Un mal pour un bien** : c'est le constat effectué par le ministre en charge des Affaires européennes, **Thierry Repentin**, lors d'une audition à l'Assemblée nationale.

« **Le président Viktor Ianoukovitch a peut-être rendu service à la fois à l'Union européenne et à la population ukrainienne** en engageant un débat qui n'était pas forcément ouvert »,

Du côté européen, les négociations n'ont pas été menées de manière exemplaire. « J'ai remarqué que, plus nous nous approchons du sommet de Vilnius, moins

26.02.2014

nous étions une Union européenne exigeante face aux réformes structurelles », a expliqué Thierry Repentin.

« Parce que nous souhaitons arrimer l'Ukraine à l'Europe, nos exigences sur l'adoption de textes législatifs en matière de fin de justice sélective, de liberté de la presse, du droit de tout citoyen à se présenter à une élection diminuaient. **Et nous nous raccrochions au symbole de la libération de Madame Ioulia Timochenko** » a-t-il poursuivi.

Pour le ministre, **la signature d'un accord d'association dans ces circonstances aurait également été un échec pour l'Union européenne.**

« Si l'UE avait signé contre la seule libération de Mme Timochenko sans demander les réformes que nous exigeons il y a 18 mois », les critiques auraient été aussi virulentes, pronostique le ministre.

La fronde des sénateurs français contre les négociations transatlantiques

Lors d'un débat au Sénat, l'ensemble des partis a émis de vives critiques à l'encontre du Partenariat Transatlantique en négociation avec les Etats-Unis. Le gouvernement tente de défendre les atouts de l'accord.

La ministre en charge du Commerce extérieure, Nicole Bricq, le souligne non sans dépit. C'est surtout en France que l'on constate une mobilisation sur ce que les français appellent le « traité » transatlantique. Le vrai nom de l'accord en discussion entre l'Europe et les Etats-Unis est le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement

ECONOMIE/FINANCE

Bruxelles renonce à la stricte séparation des activités bancaires

La Commission européenne semble renoncer à imposer aux grandes banques la séparation stricte entre leurs activités de détails et celles de transactions à risque.

Pour en savoir plus Le projet de directive européenne sur la séparation des activités bancaires sera moins restrictif et laissera **davantage de latitude aux régulateurs nationaux.**

Une séparation stricte des activités bancaires de détail (prêts aux entreprises et aux particuliers) et celle plus risquées ne serait plus obligatoire et « serait moins coûteuse et contraignante que les propositions initiales. Les organismes de surveillance nationaux se sont vus attribuer une grande marge de manœuvre pour mettre en œuvre les réformes.

Un faible vent d'optimisme souffle sur la zone euro pour 2014

La zone euro a vécu en 2013 l'une des années les moins tumultueuses depuis le début de la crise grecque en 2009. L'année 2014 sera tout aussi calme, selon les experts qui avaient prédit la disparition de la zone euro, il y a un peu plus d'une année.

Pour en savoir plus La volonté politique est présente : la Banque centrale européenne s'engage toujours à soutenir l'euro en vue d'écarter la pression du marché obligataire. Les économies progresseront au moins un peu, espère-t-on. Même si l'Espagne, l'Italie et le Portugal sortent tous de la récession et si la Grèce devait leur emboîter le pas cette année, de nombreux facteurs poussent toutefois à la prudence pour 2014.

« **2014 représentera un plus grand défi et sera plus dangereux pour les marchés financiers de la zone euro que l'année calme de 2013.** [...] Mais les prévisions de la disparition imminente de la zone euro se sont systématiquement révélées erronées », indique Russell Jones, économiste à la Llewellyn Consulting à Londres

Union bancaire : les Etats-Unis remettent la pression sur l'Europe

Le secrétaire américain au Trésor, Jack Lew, enjoint les Européens de s'entendre rapidement sur le "filet de sécurité", qui doit servir de garantie publique ultime au Fonds européen de résolution des crises bancaires, et sur lequel règne toujours un flou certain.

Loin d'abonder dans le «French bashing» en référence à **Newsweek** pour **son article sur «la chute de la France»** - Jack Lew a au contraire salué «les réformes structurelles» lancées par la France. **Le ministre de Barack Obama** a aussi **applaudi Paris pour ses mesures destinées à soutenir la demande,** sans les détailler. En soulignant que «des pays soutiennent leur demande intérieure plus que d'autres», Jack Lew a adressé **une pique à l'Allemagne**

La BCE laisse son principal taux directeur inchangé à 0,25%

Cette décision était largement anticipée malgré le nouveau ralentissement de l'inflation en zone euro. La hausse des prix s'est élevée à 0,8% en décembre, selon un chiffre provisoire publié mardi, après 0,9% en novembre et 0,7% en octobre. Soit loin de l'objectif poursuivi par la BCE d'une inflation proche de 2% à moyen terme.

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

Huit pays de l'UE lancent un appel en faveur des énergies renouvelables

Le ministre français de l'Écologie et sept ministres européens appellent la Commission européenne à aller au-delà de la réduction des émissions des gaz à effet de serre en fixant des objectifs « solides » en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. La lettre des ministres s'inscrit dans le cadre d'une bataille intensive contre les positions du Royaume-Uni, de la Pologne et d'autres pays opposés aux objectifs relatifs à l'énergie propre.

SOCIAL/Pratique

Riga et Umeå, capitales européennes de la culture en 2014

26.02.2014

La capitale lettone, Riga, et la ville suédoise Umeå démarrent leurs festivités culturelles.

La ville qui détient le titre de « capitale européenne de la culture » et la région avoisinante profitent généralement d'un impact positif de long terme non seulement dans le domaine culturel, mais également économique.

Selon une étude, le nombre de touristes dans la ville élue capitale européenne augmente de 12 % en moyenne par rapport à l'année précédente.

La Bulgarie et la Roumanie offrent des passeports à certains ressortissants non-européens

Des centaines de milliers de ressortissants non-européens seront autorisés à venir travailler en Union européenne à partir d'aujourd'hui en raison des largesses de la Roumanie et de la Bulgarie en matière d'attribution de passeports.

Pour en savoir plus Les deux pays à qui l'on permet désormais d'intégrer le marché européen du travail offrent désormais **un statut de ressortissant national aux groupes minoritaires des Etats non membres**, parmi lesquels **la Moldavie, la Macédoine, la Serbie, l'Ukraine et la Turquie**.

La Bulgarie et la Roumanie ont ainsi déjà délivré 210 000 passeports aux **Macédoniens** (120 000 par la Roumanie), 300 000 **Turcs** y étant également éligibles. La Hongrie, qui offre également cette possibilité aux non-européens, a tout même conditionné son offre : il faut être un descendant direct d'un citoyen hongrois et disposer d'une base linguistique. Dans le même temps, **Malte a annoncé son intention de vendre des passeports européens** aux étrangers pour 650 000€ à partir d'aujourd'hui.

La situation inquiète les autres membres de l'Union européenne et **des élus britanniques réclament un retour du contrôle aux frontières, tandis que l'Allemagne et la France craignent un "transfert de pauvreté"**.

SEPA : des virements bancaires européens

Le 1er février, il y aura un Espace unique de paiement en Euro, le SEPA (Single Euro Payments Area). **Les virements et les prélèvements bancaires effectués en Europe se feront dans un format harmonisé.**

Douze ans après la mise en circulation des billets et des pièces en euros, c'est une nouvelle étape dans la monnaie unique. D'ici un mois, toutes les administrations, entreprises ou associations devront avoir achevé leurs migrations vers le nouveau format, notamment pour le paiement des salaires de la fin février.

Il n'y aura plus de format national, les virements de fonds d'un compte à l'autre se feront en norme **SEPA**, que ce soit vers un compte de son pays ou dans un état-membre voisin.

Transition supplémentaire La Commission a adopté jeudi une proposition visant à offrir **une période de transition supplémentaire de six mois** pendant laquelle les paiements qui diffèrent du format SEPA peuvent encore être acceptés de sorte à éviter un maximum de perturbations pour les consommateurs et les entreprises

BREVES

Poutine défié. Les attentats qui ont frappé la ville de Volgograd, en Russie, mettent à mal l'impressionnant dispositif sécuritaire déployé à l'approche des JO. Un camouflet pour Vladimir Poutine, qui a ordonné le renforcement de la sécurité dans tout le pays

La fille du roi d'Espagne inculpée pour fraude fiscale et blanchiment

C'est la première fois qu'un membre direct de la famille royale est touché par l'enquête pour corruption qui vise Iñaki Urdangarin, l'époux de Cristina, et a porté un coup très dur à l'image de la monarchie.

Le taux de chômage à 12,1% dans la zone euro - À 10,9% dans l'UE28

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 12,1% en novembre 2013, stable depuis avril. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,9%, stable depuis mai

Une Allemande au directoire de la BCE ?

Mardi 7 janvier, le Conseil de l'Union européenne a recommandé la candidature de **Sabine Lautenschläger**, présentée par le gouvernement allemand. Après consultation du Parlement européen et du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, il reviendra au Conseil européen de donner son aval pour que M^{me}Lautenschläger, actuelle vice-présidente de la Bundesbank, rejoigne le directoire de la BCE pour une durée de huit ans non renouvelable.

Massacre d'Oradour-sur-Glane : un Allemand inculpé pour meurtre

Un homme âgé de 88 ans a été inculpé pour meurtre et complicité de meurtre lors du massacre d'Oradour-sur-Glane en France.

Le Parlement européen donne son feu vert au témoignage d'Edward Snowden

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen a donné son feu vert pour l'audition d'Edward Snowden. Ce dernier répondra par une vidéo préenregistrée aux questions envoyées au préalable par les eurodéputés.

En Turquie, Gül se positionne en alternative à Erdogan

Le président turc Abdullah Gül a profité du scandale politico-financier qui fait tanguer le gouvernement pour faire entendre ses différences avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, au point d'apparaître comme un rival à huit mois de l'élection présidentielle.

PRESSE EUROPEENNE

Les conseils paradoxaux de Cameron

The Malta Independent - Malte

*Dans son allocution de fin d'année, le chef du gouvernement britannique **David Cameron a souligné les avantages d'une Grande-Bretagne unie et appelé les Ecossais à voter non au référendum sur l'indépendance de l'Ecosse, qui aura lieu dans neuf mois.***

*Un appel à l'union que Cameron ferait bien de suivre lui-même dans sa politique européenne, estime le quotidien libéral-conservateur *The Malta Independent* : "Il est vrai que l'union fait la force. Un tout représente davantage que la simple*

26.02.2014

somme de ses composantes. Il est toutefois amusant que le Premier ministre britannique ait du mal à comprendre que la même logique peut très bien s'appliquer à l'adhésion britannique, ainsi qu'aux droits et aux privilèges de tous les peuples européens. Ces derniers temps, Cameron a eu des propos très durs envers les traités européens, et il serait bon qu'il applique lui aussi les conseils qu'il prodigue aux Ecossais."

Le corps médical désertera la Bulgarie

24 Chasa - Bulgarie | samedi, 4. janvier 2014

Suite à l'ouverture complète du marché du travail européen aux Bulgares et aux Roumains, la Bulgarie aura du mal à retenir ses médecins et ses infirmières, redoute le quotidien 24 Chasa : "En Angleterre, en France et en Allemagne, le salaire des médecins est jusqu'à 20 fois supérieur. En d'autres termes, ils y gagnent en deux ans autant qu'en 40 ans au pays. Dans ce contexte, les médecins et les infirmières qui ne songent pas à s'expatrier se comptent sur les doigts de la main. **La conséquence pour les Bulgares, c'est que les coûts de santé devraient se rapprocher du niveau de l'Ouest**, ce qui aboutira à une hausse de la franchise et des cotisations aux caisses de maladie. Autrement dit, à l'avenir, si un Bulgare souhaite bénéficier de soins dans sa propre langue, il devra se rendre en Angleterre. Encore faut-il en avoir les moyens.

L'inévitable hausse des salaires des médecins bulgares s'annonce comme l'une des premières conséquences tangibles de la libre circulation des travailleurs.

"En Europe, le clivage gauche-droite s'estompe

LE MONDE

L'Europe est-elle de gauche ou de droite ? A défaut de choisir entre deux partis traditionnels usés par le pouvoir et la crise, **plus d'un tiers des vingt-huit pays membres (onze très exactement) ont opté pour de « grandes coalitions »**. Des gouvernements brassant à la fois les idées des sociaux-démocrates et des conservateurs ou des libéraux, à l'image de l'Allemagne d'Angela Merkel. Illustrant ce mouvement, le gouvernement de la République tchèque a convenu, lundi 6 janvier, d'un improbable concubinage entre sociaux-démocrates, centristes et populistes emmenés par le milliardaire Andrej Babis.

Ces grandes coalitions ne sont pas une nouveauté pour tous les pays d'Europe. Au Nord, comme en Autriche, en Finlande ou en Allemagne, ce type d'union est une « option ordinaire, presque routinière », explique le politologue Dominique Reynié, professeur à Sciences Po et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique. En Grèce ou en Italie, en revanche, le mouvement est plus inédit. Là, « il s'agit de gouvernements d'unité nationale plus que de véritables coalitions », pense-t-il.

La crise a forcé ces pays à adopter une attitude de « cogestion idéologique », souligne le politologue Gaël Brustier. Et les systèmes électoraux à la proportionnelle ont rendu possibles ces alliances parfois hétéroclites, menées avec l'assentiment de Bruxelles au nom de la rigueur et de la stabilité

26.02.2014

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

*Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **jp.villaescusa@assemblee-afe.fr***